



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur le projet de modification simplifiée n°3 du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune d'Estagel
(Pyrénées-Orientales)**

n°saisine : 2022 - 010324

n°MRAe : 2022DKO101

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-010324 ;**
- **modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Estagel (Pyrénées-Orientales) ;**
- **déposée par la communauté d'agglomération Perpignan Méditerranée ;**
- **reçue le 07 mars 2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 7 mars 2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales en date du 7 mars 2022 ;

Vu la consultation du parc naturel régional Corbières-Fenouillèdes en date du 25 avril 2022 ;

Considérant que la communauté d'agglomération Perpignan Méditerranée procède à la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune d'Estagel (21 km² et 2 067 habitants – INSEE, 2019) en vue de recomposer le projet d'urbanisation situé sur la route de Montner, portant sur la zone 1AUd du PLU (zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation avant modification) et revoir les règles concernant :

- l'implantation des piscines sur certaines zones urbaines (UA et UB) et à urbaniser (1AU et 2AU) du PLU ;
- la hauteur des constructions en zone à urbaniser (1AU) pour favoriser la réalisation de logements locatifs sociaux ;

Considérant que la modification simplifiée se traduit par une évolution :

- du règlement écrit et graphique ;
- de la liste des emplacements réservés (ER) : les ER 19 et 20 étant devenus inutiles ;
- de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielle relative aux zones à urbaniser (AU) du PLU ;

Considérant le caractère mineur de l'ensemble des objets de la modification simplifiée vis-à-vis des enjeux environnementaux ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Estagel (Pyrénées-Orientales), objet de la demande n°2022-010324, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 3 mai 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Georges Desclaux
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.